POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

ON LES A LAISSES SEULS

LES MANIFESTATIONS ALGERIENNES A PARIS

LA DIFFICULTE D'ETRE CONTRE ....

ETRE REPRESENTATIF.

LICENCIEMENTS CHEZ CHAUSSON ?

LA GREVE DE ROOTES EN ANGLETERRE.

RENAULT.

N° 33 Octobre 1961

0,30 NF

ON LES A LAISSES SEULS

"Acharnement du service d'ordre frappant indistinctement les hommes et les femmes et même des manifestants blessés". "Rue de Lille, l'un de nos correspondants a vu deux algériens gravement blessés qui sont demeurés inanimés sur la chaussée pendant plus d'une heure; le service d'ordre interdisait aux passants métropolitains de leur porter secours". "Devant le commissariat du Ve. arrondissement, un autre lecteur a vu des agents...faire passer sous une sorte de voûte de coups de matraque, méthodiquement assenés, un groupe de musulmans apréhendés".(Le Monde,19,20/10/61).

C'est à Paris, mardi soir. C'est les algériens qui sont sortis : 20.000. Face à une population hostile et à 7.000 policiers. Ils savaient ce qui les attendait. Mais ils n'avaient pas apporté des armes. Ils voulaient montrer leur nombre, crier leur colère et leur espoir, peut-être réveiller les gens de leur torpeur. On leur a tiré dessus sur les Boulevards, à Puteaux, à Plaisance. Les journaux disent : 2 morts et 64 blessés. Pour les arrêter, c'était facile, leur visage: "pas français", "bicot"...hop ! coup de crosse, embarqué. Onze mille arrestations dans la soirée.

Il en restait encore. Le lendemain, ils ont recommencé. On a tiré encore : à Nanterre, 2 morts. La France est une République.

Il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. La guerre d'Algérie, c'est pourtant clair : ils veulent leur indépendance ; ils luttent et meurent pour cela depuis sept ans. Ces 20.000 à Paris, mardi, qu'est-ce qu'ils voulaient? Pourquoi sont-ils sortis comme cela, sachant ce qu'ils risquaient ? Ils l'ont crié ce qu'ils voulaient : "A bas le couvre-feu", "Indépendance de l'Algérie".

On les a laissés seuls. LES TRAVAILLEURS FRANCAIS ET LES ORGANISATIONS DITES OUVRIERES LES ONT LAISSES SEULS. Pourquoi ? Pour "ne pas se mouiller". C'est simple. Répugnant, mais simple.

Combien d'inscrits au Parti Communiste y a-t-il dans la région parisienne ? au P.S.U. ? combien de militants CGT, CFTC, FEN ? Prenons le plus petit chiffre: 30.000. Trente mille militants dans la rue, ça compterait, non ? Et puis d'autres travailleurs seraient venus quand même, des étudiants aussi. Pour dire qu'on en a assez de la guerre d'Algérie, que tirer sur les algériens c'est degueulasse, qu'il faut leur reconnaître l'indépendance, qu'il faut supprimer les mesures racistes prises à Paris. Ça, ce serait de la solidarité; et ça n'aurait fait aucun mal aux revendications, tout au contraire. Mais ce serait de l'action. Et l'action, les dirigeants de "la gauche" n'en veulent pas. Des communiqués aux journaux oui, d'accord. Puis, en ce moment, ils sont vraiment très occupés : entrevues SFIO-PSU, PSU-PC, entretiens Mendès-Guy Mollet, élections partielles, "succession de De Gaulle".

Alors, les algériens on peut leur tirer dessus. Et on peut raconter n'importe quoi aussi, parce que les arrêter, les matraquer, les tuer, ça ne suffit pas. On peut raconter, par exemple, que les manifestants "ont été poussés par des meneurs munis de bâtons" (Préfet de Police) ou que "dans l'ensemble, les manifestants ne demandaient pas mieux que d'être embarqués" (M.Terrenoire, Ministre d'Etat).

Pendant que les algériens manifestaient, les cheminots, les gaziers, les électriciens, français ceux-là, débrayaient de leur côté pour les salaires, contre l'Etat-patron. Car le même Pouvoir qui fait tirer sur les algériens en France, qui continue la guerre en Algérie, refuse d'augmenter les salaires, aggrave les conditions de travail, laisse monter les prix.

Mais alors que les uns luttent obstinément, au péril de leur vie, contre ceux qui les oppriment, les autres se contentent le plus souvent de démonstrations symboliques, de grèves limitées et sans coordination. Bien sûr, lutter pour les salaires et lutter pour l'indépendance, ce n'est pas la même chose. Mais LA GUERRE D'ALGERIE NOUS CONCERNE TOUS, travailleurs français et travailleurs algériens. Et tous, nous avons en face, opposant la force et la ruse à nos besoins, à nos revendications, LE MEME POUVOIR : celui des patrons et des généraux.

Marcherons-nous encore longtemps en rangs dispersés ?

-:-

VIOLENCE ET SOCIETE BOURGEOISE

(Extraits de P.O. n°28, avril 61)

"La fonction de l'Etat est de faire respecter un certain régime. Ce régime est fondé sur l'exploitation de la majorité - les travailleurs - par une minorité: les patrons, les dirigeants. La violence de l'Etat s'exerce aussi bien brutalement, sur les corps - police, prisons, armée, CRS - que subtilement, sur les cervelles : école, presse, radio, cinéma, littérature. Brutale ou subtile, elle vise à faire prévaloir l'intérêt général de la classe dominante, la bourgeoisie, soit contre les travailleurs soit contre une collectivité opprimée, comme les algériens, soit même contre une catégorie sociale privilégiée, mais "indisciplinée", dont les intérêts particuliers entrent à un certain moment en conflit avec les intérêts généraux de la bourgeoisie dans son ensemble: les européens d'Algérie actuellement. Bien entendu, dans ce dernier cas, la violence de l'Etat s'atténue, on n'arrête, on ne sévit qu'en dernière extrémité; l'Etat ne confond pas un Lagaillarde "rebelle" avec un rebelle algérien."

" Chaque classe, chaque groupe social, chaque collectivité se sert de la violence pour appuyer ses intérêts. Des organisations ou des hommes la revendiquent. Krim Belkacem et le FLN assument l'insurrection algérienne. De Gaulle le 13 mai. Salan le 24 janvier.

Une seule classe n'a ni organisations ni hommes qui revendiquent sa propre violence: c'est la classe ouvrière. Pour ceux qui se disent dirigeants des travailleurs, les seuls moyens à employer sont les "armes" pacifiques du bulletin de vote, de la pétition, de la grève symbolique, de la manifestation autorisée. Abondamment utilisées depuis sept ans, ces "armes" n'ont en rien modifié le cours de la guerre d'Algérie, n'ont absolument rien changé à cette honteuse réalité: depuis 1954, des jeunes travailleurs français sous l'uniforme font la guerre au peuple algérien pour le compte des colons, des "ultras" et des capitalistes.

Certes, les travailleurs n'ont pas besoin du terrorisme pour lutter; l'attentat individuel n'est pas l'arme d'une force sociale concentrée, massive, comme la classe ouvrière. Mais dans une société où tout est basé sur la violence, elle doit opposer sa propre violence, organisée, cohérente, à celle des groupes sociaux minoritaires qui l'exploitent et l'asservissent".

Les manifestations algériennes à PARIS

Mardi 17 Octobre, les parisiens assistaient à une grande manifestation de masse. Surpris ou indignés, mais passifs, ils regardaient faire les Algériens, pour quelques heures maîtres de la rue.

Depuis la veille la police savait qu'une manifestation allait se dérouler; elle avait commandé des renforts; elle a été impuissante devant 20 000 Algériens et réduite à tirer sur la foule. Les mots d'ordre pourtant étaient pacifiques, la police elle-même l'avoue(Le Figaro).

Pourtant un communiqué annonce que les forces de l'ordre n'ont fait que répondre aux coups de feu tirés par les tueurs F.L.N.

Bien maladroits ces tueurs qui, malgré des années d'expérience, n'ont pas touché leurs cibles, car il est officiel qu'aucun des agents blessés n'a été touché par une balle. "Le Monde" par contre fait état d'une lettre de M. Maspéro et d'un groupe de lecteurs qui ont vu les membres du service d'ordre s'acharner sur les femmes, les enfants et les manifestants blessés à terre.

Tous sont d'accord, les autorités, les journaux, pour négliger le motif avoué du mouvement contre le couvre-feu à 20 h., et pour en faire une manoeuvre politique du F.L.N. faisant étalage de ses forces à la veille de nouvelles négociations.

Il est certain que la manifestation a été bien encadrée et que les mots d'ordre très judicieux - s'engouffrer dans le métro pour reparaître quelques stations après par exemple - ont été suivis à la lettre. Mais la présence en grand nombre de femmes et d'enfants montre l'enthousiasme du mouvement et rend ridicule l'idée que " des meneurs puissent tout faire ".

C'est absolument caractéristique de l'esprit de classe de la presse et de nos dirigeants d'ignorer complètement les conditions dans lesquelles vivent les gens et de tirer des conclusions politiques "astucieuses ".

Des hommes qui font le jour les plus durs boulots à l'usine ou sur les chantiers, et qui sont forcés de s'enfermer le soir à 4 par pièce dans un hôtel minable ou dans des bidonvilles, sont prêts à tout et notamment à sortir au risque de se faire descendre ou rapatrier dans des camps de regroupement où l'on crève de faim.(le budget de l'Armée n'accorde aucun crédit officiel pour ces camps).

La rue, les cafés, sont les seuls endroits où ils se rencontrent, les seuls endroits où ils vivent. Dans les conditions actuelles ils ne vivent plus, des machines à produire simplement. Ce sont ces gens qui ont manifesté mardi et qui continuent à le faire. Sans celà il y a longtemps que le F.L.N. aurait monté un spectacle d'une telle ampleur.

La population n'a guère exprimé sa solidarité. Certains ont conduit les blessés à l'hôpital, d'autres ont peut-être caché des Algériens dans leurs immeubles. Mais un autobus a délibérément fondé sur la foule des manifestants. A Courbevoie des automobilistes impatients ont attaqué les Algériens avec des manivelles." Ils étaient peut-être pressés " est la réaction d'un syndicaliste qui se dit de gauche, à cette nouvelle.

Les harkis n'ont pas failli à leur réputation, et à la Défense l'un d'eux a déclenché la fusillade.

Mais le comble du cynisme est atteint par le député Ahmed Djebbour (l'ami de Soustelle)et ses collègues "qui se solidarisent avec les travailleurs musulmans et ne participeront pas aux séances de nuit de l'Assemblée, protestant contre les mesures vexatoires à l'encontre d'honnêtes travailleurs, alors que les tueurs du F.L.N. eux, ne sont pas inquiétés.

La difficulté d'être contre.... et d'être clair.

Les travailleurs vivent avec un système de pensée imprégné d'idées et de formules qu'on leur a inculquées depuis leur enfance soit à l'école primaire, soit au cinéma, à la radio à la Télé ou dans les journaux. Ces idées empêchent les travailleurs de prendre conscience de certaines réalités élémentaires et de leur rôle dans la société. C'est la classe dominante qui les diffuse pour maintenir les travailleurs dans leur rôle d'exploité.

Le racisme, le patriotisme, les notions de bon citoyen, d'honnête travailleur, etc.... sont autant de formules qui encombrent les esprits et empêchent les ouvriers de résoudre leur propre problème et entretiennent chez la plupart la confusion intellectuelle souvent la plus totale.

Par exemple certains travailleurs tout en admettant que les patrons sont la véritable cause de leur exploitation n'en ajoutent pas moins que le capitalisme c'est la faute des Juifs. D'autres tout en affirmant qu'il faut supprimer les guerres admettent que ce sont les Allemands qui en sont les fauteurs. D'autres vous diront que si l'on chassait les étrangers tout irait mieux. Tout irait bien mieux aussi, entendrez-vous si on ne faisait pas de politique... Les impôts, c'est la faute des allocations familiales. Il faudrait les supprimer. Les guerres, c'est la faute de ceux qui font des enfants, etc,etc.....

On pourrait citer à longueur de page les propos que l'on entend tous les jours de la bouche même des travailleurs sans compter les quelques idées de certaines sectes qui traînent, ça et là et qui prétendent trouver les solutions aux problèmes de l'humanité, soit par certains rites, soit par une discipline alimentaire.

Il n'y a pas que les idées de la bourgeoisie et celles des sectes religieuses qui circulent dans la classe ouvrière, il y a aussi les idées formulées par les partis de gauche qui ont un certain succès... Il y a l'idée de Front populaire et d'unité des partis de gauche, et des travailleurs qui sont prêts à se mobiliser pour mettre au pouvoir Thorez et Guy Mollet. Il y a l'idée de la démocratie républicaine, et des travailleurs font circuler des pétitions pour demander au président De Gaulle de respecter cette démocratie.

En face de ceux qui propagent ces idées et à côté des indifférents, il y a une minorité de révolutionnaires qui réagissent, s'indignent, s'y opposent de toute leur force ainsi qu'à ces tabous et tentent de donner une explication cohérente de la société.

Ils expliquent inlassablement que l'exploitation des travailleurs n'est pas due au fait qu'il y ait des Juifs, ou que la France est une trop petite nation, ou qu'il y a trop d'étrangers dans le pays. Ils expliquent que la cause de leur exploitation vient du fait qu'il y a des capitalistes d'un côté, des travailleurs de l'aute. Ils expliquent que les guerres ne sont pas provoquées par un excédent démographique mais par des rivalités des grands impérialismes. Cette tâche de propagande révolutionnaire se heurte à de nombreuses difficultés. Elle se heurte bien souvent aux travailleurs eux-mêmes qui préfèrent les explications de la bourgeoisie ou des partis de gauche, car ce sont les plus faciles et elles n'impliquent aucune transformation dans l'attitude et l'activité des travailleurs. C'est une des raisons pour lesquelle cette tâche de propagande n'est effectuée que par une minorité de militants.

Devant les difficultés de cette tâche et le manque d'échos qu'elle trouve dans les périodes comme aujourd'hui, pas mal de révolutionnaires préfèrent d'autres issues. Parcequ'ils ne se sentent ni la force ni le courage de s'opposer à la majorité, ils choisissent les voies de la facilité. Les uns s'intègrent purement et simplement dans les organismes bureaucratiques en prétendant que la démystification est une tâche de longue haleine et qu'il faut attendre patiemment une autre génération pour l'entreprendre. C'est la catégorie des militants qui sont pour, tout en étant contre. Ce sont les formules savantes telles que l'opposition constructive ou "l'attitude d'appui et de contestation".

C'est la position de dirigeants syndicaux qui dans les meetings ou dans le privé affichent des opinions très radicales contre les patrons et qui dans la réalité signent des accords et participent à des organismes de gestion capitaliste ou à des organismes gouvernementaux.

Il y a une autre catégorie de militants qui ne veulent pas s'opposer de front aux idées émises par la bourgeoisie et par la bureaucratie, ce sont les démagogues. Comme tous les démagogues, ils flattent les travailleurs en prétendant que tout ce que fait et dit la classe ouvrière est bien et que ce que dit la bourgeoisie et les bureaucrates est faux. Aussi quand les travailleurs acceptent et suivent les directives de la bourgeoisie et des chefs de file des partis de gauche, ces démagogues se livrent à une véritable acrobatie intellectuelle. Ils interprétent et psychanalysent les travailleurs. Ainsi quand ces derniers se rassemblent pour crier vive la France et chanter la Marseillaise, les démagogues prétendent qu'en agissant ainsi, les travailleurs ont manifesté leur opposition au régime. Quand la majorité des travailleurs affichent des opinions racistes au sujet des Algériens, les démagogues assurent que ces derniers veulent la paix. Quand les travailleurs acceptent toutes les brimades, les démagogues disent que s'il en est ainsi, il ne peut pas en être autrement... Ce sont des gens qui comptent les points et refusent d'intervenir et de jeter dans la lutte de classe autre chose que des bravos aux travailleurs.

Ce sont souvent des intellectuels de gauche qui réagissent ainsi. En faisant l'apologie des travailleurs ils ont l'impression de se délimiter de leur situation d'intellectuel et se donnent celle de participer aux luttes ouvrières de la même façon que les gens s'amalgament au régime en allant applaudir de Gaulle, ou aux princes et aux princesses en lisant "Match" ou "Nous Deux".

Que ce soit les militants qui se réfugient dans les postes des organisations puissantes, que ce soit ceux qui se contentent de faire l'apologie inconditionnelle de la classe ouvrière, tous ont ceci de commun, c'est leur peur d'être contre, la peur de s'opposer à des forces puissantes, la peur de rester un petit noyau, la peur d'être incompris. Ce sont des militants qui, s'ils restent sincères, colleront avec les mouvements de grève et de révolte. Mais ils viendront derrière ces mouvements et en s'y intégrant, ils y apporteront leur peur, leur indécision et leur opportunisme. Ils resteront les éléments faibles de ces mouvements et dans le cas des premiers revers, seront les premiers à capituler.

S'opposer, être contre en donnant une explication et en essayant d'armer cette opposition par une analyse rigoureuse de la situation et par une conception socialiste du monde, voilà ce qui est difficile mais absolument indispensable pour rendre cohérente toute opposition au régime et au système d'exploitation, et pour donner une perspective à la classe ouvrière. C'est entre autre chose ce que le mouvement ouvrier a tenté de dégager au travers de son histoire. C'est ce que nous devons continuer.

ETRE REPRESENTATIF

Une des objections auxquelles nous nous heurtons le plus fréquemment à "Pouvoir Ouvrier", c'est celle-ci :

- "C'est peut-être bien, ce que vous dites, mais vous ne représentez rien".

Mais que veut dire en l'occurence "ne rien représenter" et que nous reproche-t-on?

Pour les uns, cela veut dire que nous ne sommes pas nombreux, et comme dans leur esprit l'efficacité est liée au plus grand nombre, ils nous condamnent sans appel.

A ceux-là nous pouvons poser une question : qu'ont fait dans ces dernières années les organisations où l'on est nombreux? qu'ont fait les syndicats et les partis politiques le 13 mai 58 par exemple?

RIEN.

Pourtant, ils avaient (pour certains partis politiques du moins) une discipline, un mode de fonctionnement parfaitement hiérarchisé, des moyens matériels de diffusion : presse, tracts, affiches, capitaux. Ils avaient - en ce qui concerne les syndicats - des possibilités de mobiliser les travailleurs pour une action de masse (c'est du moins ce qu'ils laissent toujours entendre).

Et malgré tous ces moyens très réels, ils n'ont rien fait.

Donc le fait d'être nombreux n'est pas suffisant pour être efficace. Si on prend la guerre d'Algérie, on s'aperçoit qu'aucune des organisations traditionnelles n"a pu faire quoi que ce soit.

Et pourtant elles ont le nombre.....

Pour les autres, cette expression "ne rien représenter" signifie que nous ne pouvons parler au nom de personne, pas plus de la classe ouvrière que de quiconque.

Il est certain que nous ne pouvons pas venir en délégation à l'Elysée en prétendant que nous sommes les représentants de la classe ouvrière, ou des employés de bureau, ou de ceux des P. et T. C'est très vrai.

Il est vrai également que sur l'échiquier parlementaire nous ne représentons rien (et de ceci nous sommes fiers), que nous ne sommes pas une force avec laquelle il faut compter dans les combinaisons ministérielles, que les couloirs de la Chambre nous sont inconnus.

Alors, que représentons-nous?

Nous sommes des gens qui, à partir d'une critique radicale de la société capitaliste et de ses structures, proposons d'autres structures, d'autres modes de fonctionnement de la société, d'autres formes de lutte.

Mais ces nouvelles structures ne sont pas sorties toutes faites de nos cerveaux, nous ne les avons pas fabriquées de toutes pièces à grand renfort de théorie, d'équations et de diagrammes. Nous les avons puisées dans l'histoire des luttes ouvrières. Nous ne faisons que reprendre les formes de lutte, les structures, les modes de fonctionnement, qui ont été créés par la classe ouvrière.

Au sens propre du terme, nous re-présentons, c'est à dire présentons à nouveau tout ce qui fait la richesse du mouvement ouvrier.

Sans jouer sur les mots, on pourrait dire que nous sommes des représentants, dans la mesure où nous nous efforçons de faire connaître le mieux possible et au plus grand

nombre de travailleurs possible toutes les formes originales qu'a créées le prolétariat lorsque ses luttes ont pris suffisamment d'ampleur pour qu'il puisse s'imposer.

Ce sont toutes ces formes de lutte et d'organisation que la société capitaliste s'emploie à étouffer, à faire oublier, à effacer purement et simplement de l'histoire, à déconsidérer lorsqu'elle est obligée d'en laisser parler.
Nous, par contre, nous nous efforçons de les faire connaître, nous les présentons et re-présentons inlassablement.

Pour le moment le niveau et l'intensité des luttes sont extrêmement bas. Les travailleurs cherchent à s'accommoder du mieux possible des conditions qui leur sont faites. Ils essaient de se couler dans les moules que la société capitaliste leur présente. Comme ils n'y arrivent pas, ils critiquent cette société et disent avec amertume : il faut que ça change.

Lorsqu'ils ne croiront plus du tout aux moyens de lutte que laisse à leur disposition la société capitaliste (qui s'est chargée bien entendu de les codifier et de leur ôter toute possibilité d'extension), ils ne pourront pas faire autrement que d'adopter les seuls moyens efficaces et parmi eux, ceux que nous préconisons.

A ce moment là nous serons intégrés dans le mouvement et le problème de la représentativité ne se posera plus dans les mêmes termes et dans le même esprit où on le pose aujourd'hui, car dans ce sens effectivement nous ne représenterons rien.

Mais pour le moment nous représentons quelque chose, nous représentons l'efficacité, et c'est ce que ceux qui sont décidés à louvoyer, à attendre que ça se tasse, à espérer que ça s'arrangera, c'est ce que ceux qui croient au mythe des réformes ne peuvent nous pardonner.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Licenciements chez Chausson ?

Un malaise couve depuis un certain temps chez Chausson. On assiste, spécialement depuis la fin des vacances à une réduction d'activité qui prend parfois une tournure grave : depuis septembre, l'usine de Meudon (environ 500 personnes) ne tourne plus qu'à demi-effectif.
On donne comme explication la concurrence accrue du fait du Marché Commun et la fabrication par les constructeurs de pièces d'autos qu'ils commandaient auparavant chez Chausson.
Celà est vrai mais n'explique rien, car si Renault fabrique lui-même ses carosseries c'est qu'il y trouve son compte, et il y trouve son compte parceque les prix demandés par Chausson sont trop élevés. A cet égard, on peut-être sûr que la Direction ne nous expliquera pas comment elle a employé les bénéfices de la période de prospérité de l'après-guerre. L'usine supporte mal la concurrence parcequ'elle souffre du trop grand nombre de mensuels plus ou moins productifs, voire carrément parasitaires, des services techniques, commerciaux et similaires.
La réponse que la Direction donne à ces problèmes marque bien son incapacité foncière et son mépris des ouvriers.
I°/ incapable de réduire les catégories artificiellement gonflées par elle, elle

opère des réductions dans les services de fabrication au hasard des luttes d'influence des différents Chefs de Services. 2°/ loin de se poser le problème de l'emploi des ouvriers, la direction capitaliste uniquement soucieuse de bénéfices veut profiter des remous actuels pour transférer des fabrications dans la nouvelle usine de Reims, accroissant ainsi la menace pour les ouvriers de Gennevilliers (l'O.S. de province coûte au bas mot I50 francs de moins à l'heure que l'O.S. parisien).

Les réductions d'effectifs n'ont pas encore pris la tournure de débauchages massifs. C'est d'une façon détournée qu'elles se font :on ne remplace pas les départs en retraite, les OS de fabrication sont réduits à 40 h. et ceux qui partent pour gagner plus ailleurs en faisant davantage d'heures ne sont pas remplacés non plus, on encourage même les départs "volontaires". Combien de temps dureront ces demi-mesures ? En ce moment la Direction tâte les ouvriers. S'il n'y a pas de réaction nette elle sera fort tentée d'aller plus loin.

Or il faut bien constater que l'activité des ouvriers de chez Chausson a été faible depuis la rentrée : au manque d'allant des dirigeants syndicaux a correspondu une véritable passivité des ouvriers. On voit des outilleurs satisfaits de leur situation continuer à travailler 48 h.comme si de rien n'était, on voit des OS supputer secrètement à chaque départ d'un camarade l'accroissement de ses chances à lui de pouvoir garder son travail.

Cette atmosphère ne peut conduire qu'à la démoralisation et à la défaite sans bataille. Le devoir des militants est de rappeler que la lutte paye et que les ouvriers n'obtiennent jamais rien s'ils n'entrent pas en lutte - avec ou sans les syndicats mais dans l'union des travailleurs.

Dans Pouvoir Ouvrier de septembre nous avons relaté la grève de l'usine Rootes en Angleterre :
pour 80 ouvriers dont l'horaire avait été réduit, I 000 travailleurs se sont mis en grève.

Après 7 semaines, leur lutte continue.

-:-:-:-:-:-:-:-

Grève de "ROOTES" en Angleterre

Nous avons déjà informé nos lecteurs, dans le précédent numero de P.O. de la grève de I 000 ouvriers d'une usine anglaise, la B.L.S.P. qui forme partie de l'ensemble d'automobiles Rootes. Cette grève, extraordinaire par la combativité des ouvriers, leur organisation, et par son objectif : éviter qu'une partie des hommes ne soit licenciée, dure maintenant depuis plus de huit semaines Elle a obligé la direction, qui avait commencé avec arrogance par adresser un ultimatum aux grévistes et ensuite les avait tous"licenciés ", à fermer complètement toutes ses usines, par manque de pièces produites dans l'usine en grève.

Nous reproduisons ici des extraits d'un des tracts publiés par nos camarades anglais du groupe SOLIDARITY et diffusés dans la région de Londres, appelant les travailleurs au soutien des grévistes.

" BIENTOT VOTRE TOUR ?

La greve de la B.L.S.P. - son objet

Depuis six semaines, mille ouvriers de la B.L.S.P. à Acton sont en grève. La grève a commencé parce que la direction a refusé de discuter une proposition des délégués d'atelier (shop-stewards) suivant laquelle le travail existant devait être partagé, plutôt que de procéder à des licenciements.

La direction voulait licencier plus de 300 hommes. Les patrons ont décidé d'employer le gros bâton, de "réduire les coûts de production" et de "renforcer la discipline". Ils se préparent pour l'entrée au Marché Commun et à la concurrence accrue de la part d'usines automatisées.

L'histoire de l'usine :

Depuis des années, les stewards à la B.L.S.P. ont bâti une organisation puissante des ouvriers. Ils ont obtenu des taux qui sont au-dessus de la moyenne dans l'industrie. Les hommes travaillent en véritable équipe, et obtiennent les mêmes taux de paye qu'ils soient qualifiés ou seulement spécialisés. Malgré celà, les profits ont augmenté de 3,6 millions de livres (5 milliards d'anciens francs)en 1958 à 5,5 millions de livres (7,7 milliards d'anciens francs) en 1959.
Qu'est-ce qu'ils veulent ? Du sang ?
Les ouvriers de la B.L.S.P. ont une tradition qui ne le cède à aucune autre pour leur soutien aux autres ouvriers en lutte.
A leur tout maintenant ils ont besoin de votre aide.
Leur lutte c'est votre lutte.

Les patrons et les dirigeants syndicaux s'unissent contre les ouvriers :

La direction a refusé de discuter la proposition des stewards sur une reprise du travail. Ils ont essayé l'intimidation, en licenciant tous les ouvriers. Mais celà n'a pas brisé la grève.
Les ouvriers luttent contre des licenciements, et celà est en accord avec la politique officielle du Syndicat des Métallurgistes (A.E.U.) Malgré celà, le Bureau Exécutif de l'A.E.U. les a poignardés dans le dos, et a même menacé de les expulser du syndicat... Mais le Comité de district de Londres-Nord de l'A.E.U. a approuvé la grève, et il y a un très fort soutien de la part des comités locaux des shop-stewards et de la part des usines.

Le point le plus important c'est que les ouvriers eux-mêmes, quel que soit leur syndicat, sont absolument unis et décidés à vaincre. Aussi longtemps qu'ils dirigent leur grève eux-mêmes, ils ne peuvent pas être vaincus.

Aidez la lutte : soutiens financiers à adresser à F.Cole, 160 East Acton Lane, London, W.3

PAS DE LICENCIEMENTS : PARTAGE DU TRAVAIL.

LECTEUR :

Si tu veux nous aider :

Fais circuler POUVOIR OUVRIER,
Abonne-toi.
Envoie-nous des adresses de travailleurs que P.O. pourrait intéresser,
Ecris-nous pour nous faire part d'idées, de critiques, de faits significatifs.

-:-:-:-:-:-

- RENAULT -

Les dernières mesures que vient de prendre la Direction en donnant satisfaction à un petit nombre de professionnels P2 et P3 s'inscrivent dans un plan bien précis de la Régie en particulier et des grandes usines en général.

Tout d'abord, tout en faisant passer au mois des P2 et P3 et en donnant à cette mesure une application discriminatoire, c'est-à-dire en refusant à certains P2 ayant le nombre suffisant d'années de présence le bénéfice de ces avantages, la Direction tient à affirmer que désormais elle agira avec les travailleurs comme elle le voudra.

Les études de poste pour les OS, le passage au mois pour certains professionnels, tout celà a la même signification. Celà veut dire qu'à partir d'aujourd'hui c'est la Direction qui fixera le salaire indépendamment des lois, indépendamment des accords ou des conventions, indépendamment des catégories. Vingt-cinq ans après 1936, la Direction a reconquis tous les droits sur la fixation des salaires. Nous sommes revenus au temps où les patrons payaient les ouvriers à la tête du client.

Mais ce n'est pas tout. Pendant qu'elle avantage une petite catégorie de professionnels, elle institue un nouveau système pour les OS. C'est l'embauche saisonnière.

Un an après avoir licencié 3 000 travailleurs, la Direction réembauche pour lancer sa nouvelle production. Dans quelques mois elle licenciera de nouveau.

Les grandes productions de série sont assurées actuellement par une masse d'ouvriers interchangeables que l'on peut embaucher, déplacer, terroriser et licencier facilement.

Pour les productions à la chaîne, il n'y a plus besoin de beaucoup de main d'oeuvre qualifiée; on utilise donc des ouvriers déracinés, des travailleurs qui arrivent des départements agricoles et des étrangers.

Pour que cette main-d'oeuvre continue à être bon marché et mobile, on refuse de lui donner une qualification. La Direction lui ferme les portes de la promotion; ce qu'elle veut c'est imposer sa propre promotion.

La production peut donc être assurée en laissant seulement un petit noyau d'ouvriers qualifiés enracinés dans l'usine, et c'est pour qu'ils s'enracinent que la Direction leur donne certains avantages; ce n'est pas pour les récompenser de leur travail.

En face de cette division, en face d'une masse d'ouvriers dont les uns seront de plus en plus défavorisés par rapport aux autres, comment allons-nous réagir ?

Allons-nous continuer à réagir séparément, à poser des revendications d'outilleur d'un côté et des revendications d'OS de l'autre ?

Allons-nous réagir en ordre dispersé, par atelier, ou au contraire tenterons-nous de réagir tous ensemble ?

Poserons-nous des revendications séparées et hiérarchisées ?

La division, c'est la politique du patronat, nous le savons depuis longtemps.

Mais notre politique à nous, quelle est-elle ?